15/10/2016

La gauche et la primaire de droite

Je n'irai pas voter à la primaire de droite. De droite ? Ou de droite et du centre ? Il y a un type du centre là-dedans ? NKM, peut-être ? De toute façon je n'irai pas. Dès le départ quand mon frère Pierre commençait à écrire des lettres d'amour à Juppé j'ai trouvé cela immoral. Et, en plus, dangereux ! Je l'ai dit à mon frère (qui, ne connaissant pas l'adresse de Juppé, écrivait carrément à la mairie de Bordeaux), je lui ai dit : suppose qu'un sarkozyste, à la mairie, intercepte ta lettre et l'envoie à Sarko ! Aussitôt l'autre y trouvera une preuve que la primaire est truquée, ouverte à l'ennemi, et tentera de tout annuler, revenir à une primaire fermée, primaire réservée aux militants ! Et puis voilà que l'on entend depuis plusieurs semaines ou même plusieurs mois la rumeur qui monte, les gens de gauche de plus en plus nombreux, qui veulent y aller, même ma fille qui me dit : mais c'est un devoir, papa ! Non mais, on aura tout entendu. Voilà ma fille qui me parle de devoir ! Et puis là, en catimini, voilà les frontistes qui s'agitent, qui vont envoyer leurs propres électeurs, faire barrage à Juppé ! Sauf Buisson, bien entendu. Lui, non, la haine contre Sarko est trop forte. Foin de l'idéologie. D'ailleurs Sarkozy n'a jamais été un idéologue. Un politicien qui, mieux qu'un champion de voile, sait prendre le vent.

Enfin, je me répète. Je n'irai pas. D'ailleurs pour y participer il faut déclarer sur l'honneur de croire aux valeurs de droite. D'abord c'est quoi les valeurs de droite ? Je ne sais pas exactement, mais je me doute. Je me doute que ces valeurs-là ne sont pas les miennes, qu'elles ne l'ont jamais été et qu'elles ne le seront jamais. Et puis soyons sérieux, un moment ! Vous avez vu leurs programmes aux sept Samouraïs (défenseurs de la vraie France) ? Leurs programmes économiques ? Là, la gauche va être servie : les 35 heures au trou, la retraite à plus tard, les fonctionnaires à la lanterne, la coupe dans le social, dans les indemnités du chômage, etc. Remarquez : tout ceci c'est de la poudre aux yeux. Les 35 heures, connerie de Martine Aubry (connerie de l'avoir fixé par la loi et d'avoir englobé les cadres, moteurs de l'industrie et de l'exportation) il fallait les modifier dès le retour au pouvoir, aujourd'hui c'est trop tard, tout le monde s'y est adapté et, de toute façon, on travaille 39 heures en moyenne en France. Quant au reste ils vont voir comment ils vont y arriver avec les syndicats et les mouvements de masse (la CGT ? dit Juppé. Même pas peur). Et puis ils me font marrer avec leur volonté de réduire le nombre de fonctionnaires et de réduire les dépenses alors qu'eux-mêmes estiment qu'il n'y a pas assez de policiers et de gendarmes, que la police manque de moyens, quand on sait l'état de notre justice, que notre nouveau ministre de la Justice a jeté les hauts cris quand il a découvert la situation et, qu'aujourd'hui encore on apprend, dans *Le Monde*, que la France dépense pas plus que la moitié de ce que dépensent les autres pays européens pour la justice. Et les prisons si insuffisantes en France depuis si longtemps et qui le seront encore plus, une fois la droite au pouvoir ! Alors ils vont économiser où ? L'éducation ? On n'en a jamais eu autant besoin d'éduquer convenablement nos jeunes et surtout ceux des quartiers. De ces quartiers où naît la violence, et le nihilisme dont nous parle Olivier Roy (encore tout récemment, le 13 octobre, dans *Le Monde*) et qui devient djihadisme. L'armée ? Là aussi on a vu des généraux pleurer à la télévision : on est au bout du rouleau. Sur les réserves. Non, on n'a plus de réserves. Bientôt il faudra rentrer à la maison. Non, ce qui me fait le plus peur c'est ce leitmotiv du libéralisme ambiant : il faut diminuer les impôts ! Là cela me fait vraiment peur. Surtout quand on parle d'impôts sur le bénéfice des sociétés. Ne voient-ils pas, ces Samouraïs de pacotille, qu'en coupant les impôts ils se coupent l'herbe sous les pieds, qu'ils perdent toute possibilité d'action ? Que, bientôt, eux, les politiques, ne serviraient plus à rien du tout ? Ne voient-ils pas que seuls les Européens tombent dans ce panneau ? Qu'ils se croient modernes c'est-à-dire américains, alors que les Américains ne sont pas aussi bêtes : la somme des impôts fédéral et étatique se situe toujours entre 40 et 45% dans leur beau pays si libéral ! (Alors, évidemment si Trump

arrivait au pouvoir ! Mais il n'y arrivera pas).
Je n'ai pas regardé toute l'émission de jeudi soir (13 octobre : le débat). D'autant plus que sur l'autre chaîne Elise Lucet nous donnait des détails assez incroyables à propos de LuxLeaks. C'est une affaire qu'on a bien sûr suivi de très près lors du procès à Luxembourg. Mais ce qu'on a découvert hier soir dépassait tout ce qu'on pouvait imaginer. Un excellent exemple de la conscience qu'une grande entreprise a de son pouvoir. Pouvoir illimité sur ses salariés. J'aurais pu l'ajouter aux exemples que j'avais cités dans ma note intitulée : Boulle et Volkswagen. Voilà que Price-Waterhouse-Coopers Luxembourg obtient un jugement d'une juge de Metz leur permettant, avec policiers et huissier, d'entrer dans la villa de leur employé frontalier Raphaël Halet, un Français, saisir tout son matériel informatique, obtenir (c'est marqué expressément dans le jugement) les e-mails échangés avec le journaliste d'investigation Perrin (alors que la loi française protège scrupuleusement les sources des journalistes), puis arrivés devant la villa et ne trouvant personne (sa femme travaille en ville et lui est à l'hôpital) les gendarmes leur téléphonent à tous les deux, leur mentent (!) (vous êtes cambriolés), ils rentrent en toute hâte et, alors on leur montre le papier de la juge, tout le monde entre dans la villa, délégués de PWC compris, on saisit même la tablette de la petite, l'épouse, au courant de rien, est effondrée, se précipite jusqu'à une voiture noire arrêtée un peu plus loin et y découvre deux cadres de PWC, comme dans les films noirs américains, le chef de Halet et le DRH, et puis, un peu plus tard, après avoir épluché le tout, les grands patrons de PWC (le grand patron lui-même, paraît-il, participe à la réunion) convoquent Halet et sa femme à une réunion, en France, à Metz, le menacent au pénal de 10 ans de prison et au civil de 10 millions d'Euros de dommages et intérêts, lui font signer un accord secret, qu'il doit garder secret sinon tout est foutu pour lui (ils lui demandent même une hypothèque sur sa villa). Le reste est connu : Perrrin et l'autre lanceur d'alerte, Deltour, ne comprennent d'abord rien au comportement de Halet (il se tait à cause de l'accord signé), ce n'est qu'au tribunal que Halet, se sentant libéré du secret puisque PWC n'a pas tenu parole et l'a attaqué, peut enfin parler et se libérer. Là on découvre que PWC obtient des accords extraordinaires d'un employé du fisc luxembourgeois, que de grands groupes multinationaux ne payent que moins d'1% sur leurs bénéfices, que tout est préparé sur du papier de l'administration fiscale luxembourgeoise dans les locaux même de PWC que le fonctionnaire du fisc n'a plus qu'à signer et qu'il signe toujours ! Finalement Perrin est acquitté, les deux lanceurs d'alerte sont condamnés à 9 mois avec sursis plus une amende et PWC retire sa plainte sentant que, décidément, cette affaire n'ajoute rien à sa réputation (d'ailleurs, de toute façon, les règles changent après cette affaire, grâce aux deux lanceurs d'alerte), mais le Procureur n'est pas content, lui ! Il va en appel. Le nouveau procès devrait se tenir bientôt. Quant au pauvre Halet, il est ruiné, sans boulot, bien sûr, et doit vendre sa maison, malgré une aide apportée par un groupe de supporters. Et ni l'Ambassadeur de France, ni Sapin, ni aucun officiel français ne lui ont apporté la moindre aide ! Voilà, alors vos comprenez : toute cette histoire m'a paru un peu plus importante que le débat des sept.

Mais j'y venais quand même, de temps en temps. Et j'y ai aussi entendu quelques remarques intéressantes. Comme Juppé qui dit : le 3% c'est pas Maastricht, c'est la dette pour nos enfants (d'ailleurs personne ne semble se rendre compte que même avec un déficit de 3% notre dette ne va pas baisser, mais, au contraire, continuer à croître. Pour la diminuer il faudrait avoir un budget créditeur !). Et puis Fillon qui dit qu'il faudrait diminuer les charges sur tous les salaires, pas seulement sur le SMIC. C'est un point de vue que j'ai toujours défendu. Car ce n'est pas notre coût ouvrier qui nous pénalise le plus mais celui de nos cadres et de nos employés supérieurs. Mais quand on diminue les charges sur salaires il faut compenser quelque part. Pour moi la compensation doit se faire sur le budget de l'Etat donc sur l'impôt général (je le dis depuis 20 ans). Donc surtout pas le diminuer. Ou alors par la TVA (3%, dit Fillon) : Sarkozy : c'est ce qu'a fait Hollande donc on ne va pas le faire, oubliant que Hollande n'y a touché que très légèrement et que Sarkozy avait, lui, proposé une augmentation de la TVA de 3%, justement, en mars 2012, deux mois avant l'élection ! D'ailleurs, voilà un domaine où l'on pourrait innover, il me semble : pourquoi ne mettre les charges que sur les salaires,

pourquoi pas sur les temps de travail des machines, sur ceux des robots puisqu'on dit que les robots vont de toute façon bientôt remplacer complètement les humains. Tiens voilà du nouveau. Il faut que j'en parle à Macron !
Non, je me répète, je ne participerai pas à la primaire de la droite. Tout en sachant parfaitement que si Juppé ne se différencierait pas beaucoup de Sarkozy sur le plan économique, la différence est ailleurs, et beaucoup plus importante. Juppé est un homme sage et humaniste et il ne poussera pas la France dans la guerre civile. Ce qui est quand même essentiel. Mais si la droite française est assez bête pour choisir à nouveau Sarkozy, qu'y puis-je ? Peut-être, alors un champion se dégagerait quand même au centre, ou miraculeusement sur la gauche, pour lui barrer la route ? Et si on le trouve réellement au deuxième tour face à Marine ? Eh bien, les amis, je n'irai pas voter non plus et j'essayerai de changer de nationalité. J'aurais trop honte d'être français. Devenir luxembourgeois par exemple ? Oui, mais je suis trop républicain (un vrai, pas de nom seulement) pour pouvoir supporter l'existence d'un Grand-Duc. Alors quoi ? La Suisse peut-être. Au fond j'aimerais bien finir mes jours au bord du Lac de Genève. Le calme du lac. Son bleu. Avec les sommets enneigés des Alpes au fond. J'en ai toujours rêvé…

Et puis voilà que je découvre dans *Le Monde* du 13 octobre un article qui m'avait échappé d'Arnaud Leparmentier. Un article qui m'interpelle. Pourtant voilà un chroniqueur que j'ai toujours trouvé très à droite, très libéral en économie, au point que je me suis quelques fois demandé s'il avait sa place dans ce journal. Et voilà que je vois qu'il compare Sarkozy à Trump ce qui est quand même violent et qu'il écrit : « *les électeurs de gauche ne peuvent pas ne pas participer à la primaire de la droite. Laisser faire, c'est être complice* ». Il estime qu'on risque d'être les victimes de « *la tyrannie d'une minorité* », « *d'une poignée de militants RPR, pardon LR, prêts à confisquer l'élection présidentielle* ». Et il ajoute : « *Cette année, la vraie élection présidentielle est exceptionnellement avancée aux dimanches 20 et 27 novembre 2016, dates de la primaire de la droite et du centre. Tous les Français ont légitimité à y participer, même s'il y a un hic…* ». Car il reconnaît qu'il y a un hic. La charte. Partager les valeurs républicaines de la droite et du centre. Et plus encore : s'engager pour l'alternance afin de réussir le redressement de la France. Mais ce Leparmentier a dû être éduqué chez les Jésuites : voilà qu'il découvre un politologue centriste qui l'assure que la droite républicaine ne se réclame pas de Maurras, mais de Raymond Aron, un ancien social-démocrate (il est sûr ?), et que ses valeurs, liberté, solidarité, Etat social et idéal européen lui viennent de la gauche ! Alors, évidemment, si la droite vient de la gauche, « *voilà un blanc-seing accordé aux électeurs de gauche* », conclut Leparmentier. Et, en plus, notre Constitution établit que le vote est universel, égal et secret. Vous suivez ? Moi pas. Quand même pas. Il faut dire que mes parents n'avaient pas les moyens pour m'envoyer étudier chez les Jés' !
Eh, bien, non, je n'irai pas voter à la primaire de droite. D'ailleurs depuis la publication du livre catastrophique des deux journalistes du *Monde* sur Hollande et les sorties abracadabrantesques de celui-ci les choses sont peut-être en train de changer, peut-être Hollande va enfin renoncer, peut-être Valls va se présenter, que sais-je, on ne sait plus. Lors de l'émission d'Yves Calvi sur LCI le vendredi 14 octobre, le politologue Roland Cayrol que j'aime énormément, très intelligent, posé, équilibré, quand Yves Calvi lui a posé la question : vous qui avez une si longue expérience politique, qu'avez-vous pensé quand vous avez découvert ce livre, Cayrol a eu du mal à trouver ses mots. Eberlué, incroyable, irréel, comment a-t-il pu ? Est-ce un suicide ? En tout cas cela lui a libéré l'esprit à Cayrol. Je ne l'ai jamais vu aussi badin. Quand Calvi et ses invités ont évoqué les temps impartis aux sept prétendants pour se présenter, répondre aux questions et intervenir et qu'ils ont estimé que ce n'était pas facile pour les journalistes modérateurs de les contrôler tous les sept et d'assurer ainsi l'équité du débat, Cayrol a ri en disant que les sept candidats debout derrière leurs pupitres l'ont fait penser à des jeux télévisés et imaginer que le candidat qui dépasserait le temps imposé

tomberait dans une trappe ! J'ai bien aimé cette idée. Surtout que celui qui avait utilisé plus de temps que les autres, comme à son habitude, était Nicolas Sarkozy !

© Copyright Jean-Claude Trutt : Bloc-notes (jean-claude-trutt.com)